

**En cas de divergences entre les différentes versions linguistiques, la version en langue anglaise fait foi.**



Ref. Ares(2024)767759 - 01/02/2024



# **Programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" (CERV)**

## **Appel à propositions**

Mémoire européenne  
(CERV-2024-CITIZENS-REM)

Version 1.0  
5 février 2024

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS			
Version	Date de publication	Modifications	Page
1.0	05/02/2024	Version initiale.	



## AGENCE EXECUTIVE EUROPEENNE POUR L'EDUCATION ET LA CULTURE (EACEA)

EACEA.B - Créativité, citoyenneté, valeurs de l'UE et opérations conjointes  
**EACEA.B.3 - Les citoyens et les valeurs de l'UE**

### APPEL À PROPOSITIONS

#### TABLE DES MATIÈRES

0. Introduction.....	4
1. Contexte .....	5
2. Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées - Impact attendu.....	6
Objectifs .....	6
Thèmes et priorités (champ d'application) .....	6
Activités pouvant être financées (champ d'application) .....	9
Impact attendu.....	10
3. Budget disponible.....	11
4. Calendrier et échéances .....	11
5. Admissibilité et documents .....	11
6. Éligibilité .....	12
Participants éligibles (pays éligibles) .....	13
Composition du consortium.....	14
Activités éligibles.....	14
Localisation géographique (pays cibles).....	14
Durée.....	15
Budget du projet .....	15
Éthique et valeurs de l'UE .....	15
7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion .....	15
Capacité financière.....	15
Capacité opérationnelle .....	16
Exclusion .....	17
8. Procédure d'évaluation et d'attribution .....	18
9. Critères d'attribution .....	18
10. Structure juridique et financière des conventions de subvention .....	19
Date de lancement et durée du projet.....	20
Étapes et résultats attendus .....	20
Formulaire de subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention .....	20
Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts .....	20

	Subventions de l'UE : Document d'appel (CERV) : V1.0 - 05.02.2024	
Modalités de déclaration et de paiement .....		21
Garanties de préfinancement .....		22
Certificats .....		22
Régime de responsabilité pour les recouvrements .....		22
Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet.....		22
Autres spécificités .....		23
Non-conformité et rupture de contrat .....		23
11. Comment soumettre une candidature .....		23
12. Aide .....		24
13. Important .....		25

## 0. Introduction

Il s'agit d'un appel à projets pour des **subventions d'action de l'UE** dans le domaine de la mémoire européenne dans le cadre du **programme « Citoyens, Egalité, Droits et Valeurs » (CERV)**. Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans :

- Règlement 2018/1046 ([règlement financier de l'UE](#))
- l'acte de base ([règlement CERV 2021/692](#)).

L'appel est lancé conformément au programme de travail 2023-2024 et sera géré par l'**Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA)**.

L'appel couvre les **sujets** suivants, **représentant les 4 priorités** :

- **CERV-2024-CITOYENS-REM-TRANSITION (Priorité 1) : La transition démocratique, la (re)construction et le renforcement d'une société fondée sur l'État de droit, la démocratie et les droits fondamentaux**
- **CERV-2024-CITIZENS-REM-HOLOCAUST (Priorité 2) : Renforcer la commémoration de l'Holocauste, des génocides, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pour renforcer la démocratie dans l'UE**
- **CERV-2024-CITIZENS-REM-HISTMIGRATION (Priorité 3) : La migration, la décolonisation et les sociétés européennes multiculturelles**
- **CERV-2024-CITIZENS-REM-EUINTEGRATION (Priorité 4) : L'intégration européenne et ses réalisations déterminantes**

Chaque projet soumis dans le cadre de l'appel à projets ne doit porter que sur un seul de ces thèmes. Les candidats qui souhaitent présenter une demande pour plus d'un thème doivent soumettre une proposition distincte pour chaque thème.

Nous vous invitons à lire attentivement la **documentation relative à l'appel à projets**, et en particulier cet appel à projets, le modèle de convention de subvention, le [manuel en ligne du portail « Funding & Tenders » de l'UE](#) et la [convention de subvention annotée de l'UE](#).

Ces documents apportent des précisions et des réponses aux questions que vous pourriez vous poser lors de la préparation de votre dossier :

- le [document d'appel à projets](#) présente :
  - le contexte, les objectifs, le champ d'application, les activités pouvant être financées et les résultats attendus (sections 1 et 2)
  - le calendrier et le budget disponible (sections 3 et 4)
  - les conditions d'admissibilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires ; sections 5 et 6)
  - les critères de capacité financière, opérationnelle et d'exclusion (section 7)
  - la procédure d'évaluation et d'attribution (section 8)
  - les critères d'attribution (section 9)
  - la structure juridique et financière des conventions de subvention (section 10)
  - comment soumettre une demande (section 11)
- le [manuel en ligne](#) décrit :
  - les procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne via le portail « Funding & Tenders » de l'UE
  - les recommandations pour la préparation de la demande
    - la [convention de subvention annotée](#) contient :
      - des annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer pour obtenir la subvention (*y compris l'éligibilité des coûts, le calendrier de paiement, les obligations accessoires, etc.*)

Nous vous encourageons également à visiter la [page web « Projets et résultats » du portail « Funding & Tenders »](#) pour consulter la liste des projets financés précédemment par le Programme CERV.

## 1. Contexte

L'héritage de l'histoire récente de l'Europe est un pilier essentiel des valeurs que défend l'UE. À une époque marquée par la distorsion et le révisionnisme historiques, le retour de la guerre en Europe en raison de l'agression russe contre l'Ukraine et une montée sans précédent de l'antisémitisme et d'autres formes de haine en Europe, à la suite des attaques terroristes du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, la commémoration et l'éducation sur les expériences européennes communes du XXe siècle deviennent encore plus pertinentes pour toutes les parties de la société, en particulier pour la prochaine génération et les personnes occupant des postes de pouvoir. En ce qui concerne la mémoire européenne, l'appel à projets soutiendra des projets de commémoration, de recherche et d'éducation sur les expériences marquantes de l'histoire européenne moderne. Il s'agit notamment des causes et des conséquences des régimes autoritaires et totalitaires, de la résistance à ces régimes, de l'Holocauste et d'autres crimes de masse, de la transition démocratique et de la (re)construction d'institutions démocratiques, de l'héritage du colonialisme, des migrations transnationales et de l'intégration européenne.

## 2. Objectifs - Thèmes et priorités - Activités pouvant être financées - Impact attendu

### Objectifs

Le présent appel à projets a pour objectif de soutenir des projets visant à commémorer des événements marquants de l'histoire moderne de l'Europe, y compris les causes et les conséquences des régimes autoritaires et totalitaires, et à sensibiliser les citoyens européens à leur histoire, leur culture, leur patrimoine culturel et leurs valeurs communes, améliorant ainsi leur compréhension de l'Union, de ses origines, de sa finalité, de sa diversité et de ses réalisations, ainsi que de l'importance de la compréhension mutuelle et de la tolérance.

Initiatives politiques soutenues :

- [Stratégie de l'UE visant à lutter contre l'antisémitisme et à promouvoir la vie juive 2021-2030](#)
- [Plan d'action de l'UE contre le racisme pour 2020-2025](#)
- [Cadre stratégique de l'UE pour les Roms en matière d'égalité, d'intégration et de participation](#)
- [Pas de place pour la haine : une Europe unie contre la haine](#)

### Thèmes et priorités (champ d'application)

La mémoire européenne est fondamentalement liée à la réalisation et à la protection des valeurs et des droits de l'UE aujourd'hui. L'expérience européenne du XXe siècle, y compris les régimes totalitaires et autoritaires et leurs crimes, ainsi que la transition démocratique fondée sur l'État de droit, la migration, la décolonisation et l'intégration européenne, contribuent à encourager les européens à être vigilants et à défendre les droits fondamentaux, la démocratie et l'État de droit, en particulier les droits des minorités.

Les propositions sont encouragées à servir la mise en œuvre des politiques de l'UE et plus précisément à servir la mise en œuvre des actions incluses dans la stratégie de l'UE sur la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive 2021-2030, le plan d'action de l'UE contre le racisme pour 2020-2025, le cadre stratégique de l'UE pour les Roms sur l'égalité, l'inclusion et la participation, et « No place for hate : a Europe united against hatred » (Pas de place pour la haine : une Europe unie contre la haine).

Parmi les différentes priorités, un objectif primordial est de promouvoir une compréhension plus nuancée des événements historiques en intégrant une perspective de genre lors de leur examen. L'examen de l'histoire sous l'angle du genre peut mettre en évidence le rôle, la représentation et le point de vue de groupes et d'individus de tous les genres et promouvoir une **compréhension de l'histoire plus holistique et plus sensible à la dimension de genre**. À cette fin, il est conseillé aux candidats d'expliquer dans leurs propositions de quel point de vue l'histoire est racontée, quelles expériences se voient attribuer de l'importance et quelles expériences sont omises. Il est également conseillé aux candidats d'assurer une participation significative de leurs groupes cibles, en tenant compte des différences entre les hommes et les femmes, et de veiller à présenter dans leurs propositions des mesures visant à éviter la reproduction de stéréotypes et de préjugés.

Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux. Les projets transnationaux sont particulièrement encouragés.

Chaque projet présenté dans le cadre de l'appel doit porter sur un seul de ces thèmes représentant une priorité spécifique :

**1. CERV-2024-CITIZENS-REM-TRANSITION - Transition démocratique, (re)construction et renforcement d'une société fondée sur l'État de droit, la démocratie et les droits fondamentaux**

L'expérience de l'Europe au XXe siècle montre la fragilité de la démocratie et la nécessité permanente pour les citoyens de s'engager et de défendre les institutions et les valeurs démocratiques. Des expériences historiques comme celles des années 1920 et 1930, lorsque des démocraties nouvellement établies ont décliné en raison d'attaques internes ou externes, sont des rappels brutaux de cette vulnérabilité. Les réalisations d'aujourd'hui sont à nouveau mises sous pression par la montée du populisme, de l'extrémisme et des divisions sociétales. De même, la transition démocratique d'un régime autoritaire ou totalitaire a nécessité la (re)construction d'institutions démocratiques fondées sur l'État de droit, qui protègent les droits fondamentaux de tous les membres de la société, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale et après 1989. L'UE est une communauté de valeurs et tous ses États membres sont fondés sur ces valeurs. Si la transition et la consolidation démocratiques ont préparé le terrain pour une société démocratique, le fait d'assurer une justice historique après la fin des régimes totalitaires et autoritaires pour les victimes et les communautés affectées peut contribuer à la guérison de la société.

Les projets relevant de cette priorité devraient se concentrer sur la transition d'un régime autoritaire et totalitaire à la démocratie dans différents pays européens, sur leurs similitudes et leurs différences et sur les enseignements tirés pour l'avenir quant à la manière de défendre et de maintenir les valeurs de l'UE telles que la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux. Dans le même temps, les projets peuvent également explorer les moyens de la justice historique, qu'il s'agisse de procès, de restitution ou d'amnistie.

**2. CERV-2024-CITIZENS-REM-HOLOCAUST - Renforcer la mémoire de l'Holocauste, des génocides, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pour consolider la démocratie dans l'UE**

Le XXe siècle européen a été marqué par des crimes horribles tels que l'Holocauste et des crimes commis par des régimes autoritaires et totalitaires. L'héritage de ces crimes nécessite un partage et une commémoration continus, ainsi que des recherches pour lutter contre les distorsions. L'éducation destinée à toutes les générations sur l'importance de la sauvegarde de la démocratie et des droits fondamentaux devrait inspirer des leçons tirées de ces crimes.

Il faut donner aux jeunes les moyens de devenir les ambassadeurs de cette mémoire, de rappeler l'histoire des survivants à la fois hors ligne et en ligne, à sensibiliser à leur tragédie et à établir des liens avec les sites commémoratifs et les musées. Les témoignages des témoins de ces crimes sont particulièrement précieux pour éduquer les jeunes, d'autant plus que ces témoins sont de moins en moins nombreux. Cela implique également de lutter contre la déformation, le déni et la banalisation des faits historiques. Pour défendre les valeurs de l'UE, la mémoire de ces crimes, l'enseignement des droits fondamentaux et l'engagement actif des personnes pour en tirer des leçons sont nécessaires, en particulier pour les acteurs en première ligne de la défense des droits, tels que les défenseurs des droits fondamentaux, les fonctionnaires, les membres du système judiciaire, les responsables de l'application des lois et les décideurs politiques.

En outre, la suppression des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression, de réunion, de pensée, de conscience et de religion fait partie intégrante des régimes totalitaires et autoritaires. L'opposition organisée et/ou la résistance au sein de la société ont joué un rôle clé dans la lutte contre l'occupation étrangère et/ou le renversement des régimes totalitaires et autoritaires. Il reste essentiel de se souvenir de ces événements et d'éduquer les acteurs et les groupes à leur sujet, afin qu'ils servent d'exemples pour défendre les droits fondamentaux aujourd'hui et à l'avenir.



Les projets relevant de cette priorité doivent se concentrer sur des crimes spécifiques tels que l'Holocauste, les crimes totalitaires ou d'autres crimes du XXe siècle comme les génocides, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, et doivent analyser l'organisation de ces crimes, les acteurs impliqués et la manière dont ils ont été commis.

Ces projets sont encouragés à trouver de nouvelles façons de se souvenir de ces crimes et de les faire connaître, afin de protéger la société contre les menaces de haine, d'antisémitisme, de racisme, de xénophobie, d'antitsiganisme et de LGBTQIA+-phobie qui resurgissent.

Les projets sont encouragés à rechercher de nouvelles méthodes d'enseignement et des formes modernes d'éducation sur les événements historiques, y compris l'Holocauste. Les approches nouvelles et modernes doivent garantir l'inclusion et créer un environnement d'apprentissage favorable pour les participants de tous les sexes. Conformément à la stratégie de l'UE visant à lutter contre l'antisémitisme et à encourager la vie juive, ainsi qu'aux autres initiatives politiques clés soutenues par cette priorité, les projets peuvent se concentrer sur le **développement de réseaux de jeunes ambassadeurs européens afin de promouvoir la mémoire de l'Holocauste**. Les jeunes Européens devraient apprendre à accéder à des informations précises sur l'Holocauste, les génocides, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et à les partager, et devraient être habilités à agir à la fois en ligne et dans le monde physique.

Les projets peuvent se concentrer sur la **lutte contre la déformation, la banalisation et le déni de l'Holocauste**, ainsi que sur la numérisation du matériel historique et des témoignages à des fins d'éducation et de formation. Ces projets sont encouragés à travailler également avec des jeunes, ainsi qu'avec d'autres générations, afin de transmettre la mémoire des événements.

Les projets peuvent également se concentrer sur la sensibilisation des nouveaux arrivants et des migrants et enseigner l'histoire de l'Holocauste, des génocides, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. En outre, les projets relevant de cette priorité peuvent également **analyser et mettre en lumière la résistance et/ou l'opposition organisée** aux régimes totalitaires.

Les projets relevant de cette priorité peuvent également se concentrer sur la **promotion de la sensibilisation et de la mémoire de l'Holocauste des Roms et des processus de réconciliation** dans la société, afin d'aider à réduire les préjugés et l'antitsiganisme en tant que causes importantes de discrimination et de contribuer à la réalisation des objectifs du cadre stratégique de l'UE pour les Roms dans le domaine de l'égalité.

### **3. CERV-2024-CITIZENS-REM-HISTMIGRATION - Migration, décolonisation et sociétés européennes multiculturelles**

Les migrations, la décolonisation, l'esclavage et l'impérialisme font partie intégrante de l'histoire de l'Europe et ont tous des conséquences profondes sur la société actuelle.

Les migrations ont une histoire longue et variée en Europe, mais elles sont souvent considérées comme un phénomène actuel. Pourtant, les mouvements de population en Europe, de la migration économique à l'expulsion et à la déportation, de la fuite de la violence et de la persécution à la migration après l'adhésion à l'UE, ont marqué l'histoire récente de l'Europe. Les migrations présentent de multiples facettes et les expériences de migration vers l'Europe, hors de l'Europe ou à l'intérieur de l'Europe sont autant d'enseignements pour les générations futures.

La migration forcée, le déplacement interne et l'expulsion sont des expériences partagées par de nombreux Européens en période de guerre, comme le montre à nouveau l'agression russe contre l'Ukraine.

Le colonialisme, l'esclavage et l'impérialisme ont marqué l'histoire mondiale. Les préjugés et les stéréotypes peuvent être combattus en reconnaissant les racines historiques du racisme, y compris dans une perspective intersectionnelle. La décolonisation, le démantèlement des empires coloniaux, en particulier au XXe siècle, et l'émergence des sociétés européennes postcoloniales sont marquées par cette expérience jusqu'à aujourd'hui. Bien que le colonialisme soit considéré comme un chapitre de l'histoire, les conséquences de la domination impérialiste à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe se font encore sentir aujourd'hui et sont étroitement liées au racisme structurel et à la discrimination. Toutefois, ces débats ont été absents pendant trop longtemps et doivent être fermement ancrés dans un récit européen. Garantir la mémoire est un élément important pour encourager l'inclusion et la compréhension.

Afin de contribuer aux objectifs du plan d'action de l'UE contre le racisme (2020-2025), les projets relevant de cette priorité devraient explorer l'héritage du colonialisme, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, et son impact sur les sociétés européennes multiculturelles contemporaines. Des sujets tels que la discrimination et le racisme sont toujours liés à ces expériences et jouent un rôle majeur dans la mémoire européenne dans la plupart des sociétés de l'UE.

Conformément au cadre stratégique de l'UE pour l'égalité, l'intégration et la participation des Roms, les projets peuvent également **sensibiliser à l'histoire et à la culture des Roms** afin de contribuer au renforcement des sociétés européennes multiculturelles.

Les projets relevant de cette priorité peuvent également traiter des expériences européennes communes en matière de migration, qui peuvent être liées à une multitude d'événements tels que les guerres, les périodes de transition, la colonisation et la décolonisation, les impacts économiques, les persécutions, etc.

#### **4. CERV-2024-CITIZENS-REM-EUINTEGRATION - L'intégration européenne et ses principales réalisations**

L'intégration européenne a considérablement transformé la vie des européens. Si elle a offert de nouvelles possibilités de voyager, d'étudier et de travailler au-delà des frontières, elle a également affecté l'identité des personnes qui se sentent de plus en plus européennes. L'intégration européenne a progressivement fait progresser et protégé les droits des citoyens de tous les pays de l'UE, des droits qui sont souvent considérés comme acquis aujourd'hui. Cependant, en plus d'être un processus institutionnel, l'intégration européenne a été construite et promue par des personnes et des mouvements différents à des moments différents. Du manifeste de Ventotene au Congrès de l'Europe, les fondements de l'intégration européenne ont une longue histoire.

Les projets relevant de cette priorité devraient explorer et promouvoir auprès de toutes les générations les moments déterminants et les points de référence de l'intégration européenne, son histoire et la manière dont ces changements ont concrètement affecté la vie quotidienne des européens. Les projets peuvent se concentrer sur des droits spécifiques accordés dans l'Union européenne, tels que la liberté de circulation, sur des réalisations spécifiques, telles qu'une monnaie commune, ou sur des moments déterminants, tels que l'adhésion de pays. Les témoignages peuvent constituer une ressource particulièrement précieuse pour rendre l'expérience tangible et fournir une perspective intergénérationnelle.

##### *Activités pouvant être financées (champ d'application)*

Les projets doivent :

- Inclure différents types d'organisations pour créer des synergies (entre les organisations à but non lucratif, les administrations locales, régionales et nationales, les universités et les sites de mémoire et d'apprentissage avec les établissements d'enseignement),
- Développer différents types d'activités (activités de formation, publications, outils en ligne, recherche, éducation non formelle, débats publics, expositions, sensibilisation, collecte et numérisation de témoignages, actions innovantes et créatives, etc ;

- Mettre en place et organiser des formations pour les défenseurs des droits, les fonctionnaires, les membres de l'appareil judiciaire, les responsables de l'application de la loi et les décideurs politiques ;
- Offrir des possibilités d'échanges intergénérationnels entre les témoins et les générations futures ;
- Impliquer des personnes issues de différents groupes cibles et de différents genres, y compris, si possible, des personnes confrontées au racisme, à l'antisémitisme, à l'antitsiganisme ou à d'autres formes de discrimination et d'intolérance.

Les projets doivent avoir une dimension européenne et, de préférence, être mis en œuvre au niveau transnational (ce qui implique la création et le fonctionnement de partenariats et de réseaux transnationaux).

La conception et la mise en œuvre des projets doivent promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination. Cela inclut une analyse de genre, une cartographie des besoins potentiels différents et de l'impact sur les femmes et les hommes, ainsi que l'intégration d'une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes dans la conception des activités. À cette fin, les candidats sont encouragés à consulter les questions clés énumérées sur le site web de l'EIGE lorsqu'ils effectuent leur analyse de genre. Les effets négatifs involontaires de l'intervention sur l'un ou l'autre sexe doivent être évités (approche "do no harm"). Les candidats doivent concevoir et mettre en œuvre leurs activités de communication et de diffusion en tenant compte de la dimension de genre. Cela inclut en particulier l'utilisation d'un langage sensible au genre. Il en va de même pour la conception et la mise en œuvre des activités de suivi et d'évaluation. Les propositions qui intègrent une perspective de genre dans toutes leurs activités seront considérées comme de meilleure qualité.

### Impact attendu

- Contribution à la mise en œuvre des politiques de l'UE telles que la stratégie de l'UE visant à lutter contre l'antisémitisme et à promouvoir la vie juive, le plan d'action de l'UE contre le racisme, le cadre stratégique de l'UE pour les Roms et la communication "No Place for Hate" (Pas de place pour la haine).
- Engagement des européens de différents milieux et de différents sexes - y compris les jeunes et les personnes qui ont un effet multiplicateur (enseignants, journalistes, administrateurs de l'État, responsables de l'application de la loi, membres de l'appareil judiciaire, décideurs politiques, défenseurs des droits, etc.) dans la défense, le renforcement et le soutien des institutions et structures démocratiques fondées sur l'État de droit ;
- Numérisation de matériel historique et de témoignages à des fins d'éducation et de formation ;
- Inclusion d'une dimension européenne dans les débats nationaux et internationaux pertinents sur les événements et les moments historiques importants de l'histoire récente de l'Europe ;
- Identification, sauvegarde et mise à disposition, notamment en ligne, de documents d'archives, de témoignages et de sites authentiques à des fins d'éducation, de commémoration et de recherche ;
- Une meilleure prise de conscience des droits et des acquis de l'intégration européenne.
- Ancrage du sentiment d'appartenance des européens au projet européen ;
- Engagement des européens dans la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'antitsiganisme et tous les types d'intolérance ; engagement des Européens dans la commémoration de l'Holocauste, à la fois hors ligne et en ligne ;
- Sensibilisation accrue aux racines historiques du racisme, de l'antisémitisme et de l'antitsiganisme, ainsi qu'au colonialisme et à l'esclavage en tant que facteurs importants qui sont ancrés dans l'histoire européenne et l'ont façonnée ;
- Une meilleure prise de conscience de la contribution des minorités telles que les Roms à

- la richesse culturelle, à la diversité et à l'histoire commune de l'Europe ;
- Construction de coalitions transnationales sur la mémoire européenne ;
- Lutte contre les distorsions historiques, le révisionnisme et le négationnisme.

### 3. Budget disponible

Le budget disponible pour l'appel est estimé à **14 000 000 EUR**.

Les informations budgétaires spécifiques par priorité sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Sujet	Budget thématique
Thème 1 - CERV-2024-CITOYENS-REM-TRANSITION	EUR 1.510.000
Thème 2 - CERV-2024-CITOYENS-REM-HOLOCAUST	EUR 8.880.000
Thème 3 - CERV-2024-CITOYENS-REM-HISTMIGRATION	EUR 2.060.000
Thème 4- CERV-2024- CITOYENS-REM-EUINTEGRATION	EUR 1.550.000

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer tous les fonds disponibles ou de les redistribuer entre les priorités de l'appel, en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.

### 4. Calendrier et échéances

Calendrier et échéances (à titre indicatif)	
Ouverture de l'appel :	5 mars 2024
<u>Date limite de soumission :</u>	<u>6 juin 2024 - 17:00:00 CET (heure de Bruxelles)</u>
Évaluation :	Juin - octobre 2024
Informations sur les résultats de l'évaluation :	Décembre 2024
Signature de l'AG :	Décembre 2024 - mars 2025

### 3. Admissibilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date de clôture de l'appel** (voir *calendrier, section 4*).

Les propositions doivent être soumises par **voie électronique** via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders (accessible via la page Topic dans la section [Search Funding & Tenders](#)). Les soumissions sur papier ne sont PAS possibles.

Les propositions (y compris les annexes et les documents complémentaires) doivent être soumises à l'aide des formulaires fournis *dans le* système de soumission 📌 PAS les documents disponibles sur la page thématique - ils sont uniquement fournis à titre d'information).

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes obligatoires requises :


- La partie A du formulaire de candidature : contient des informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget récapitulatif du projet (*à remplir directement en ligne*).
- La partie B du formulaire de candidature : contient la description technique du projet (*à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, puis à assembler et à télécharger à nouveau*).
- La partie C du formulaire de candidature : contient des données supplémentaires sur le projet et la contribution du projet aux indicateurs de performance clés du programme de l'UE (*à remplir directement en ligne*)
- **Annexe obligatoire** (modèle à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, à assembler et à recharger) :
  - calculateur de budget forfaitaire (modèle disponible dans le système de soumission du portail)
  - **Documents justificatifs** (*à télécharger*)
    - CV (standard) de l'équipe principale du projet (pour les organisations privées uniquement)  
(sous "Autres annexes")
    - Liste des projets antérieurs (projets clés des quatre dernières années) (*modèle disponible dans la partie B*) (s.o. pour les organisations nouvellement créées)
    - Pour tout participant mettant en œuvre des activités impliquant des enfants (personnes de moins de 18 ans) : leur politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance \(Keeping Children Safe Child Safeguarding Standards\)](#).
    - Si le projet est soutenu par une autorité publique, annexer la lettre de soutien.

Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous êtes **mandaté pour agir** au nom de tous les demandeurs. En outre, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la demande sont correctes et complètes et que les participants respectent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (en particulier l'éligibilité, la capacité financière et opérationnelle, l'exclusion, etc.) Avant de signer la subvention, chaque bénéficiaire et entité affiliée devra à nouveau confirmer ces informations en signant une déclaration sur l'honneur. Les propositions ne bénéficiant pas d'un soutien total seront rejetées.

Votre demande doit être **lisible, accessible et imprimable**.

Les propositions sont limitées à un maximum de **70 pages** (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en compte les pages supplémentaires.

Il se peut que d'autres documents vous soient demandés ultérieurement (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*)

 Pour plus d'informations sur la procédure de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).





## 6.Éligibilité

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

### Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles, les demandeurs (demandeurs principaux "coordinateurs", codemandeurs et entités affiliées) doivent

- Pour les demandeurs principaux (c'est-à-dire le "coordinateur") : être des personnes morales sans but lucratif (organismes publics ou privés) ou une organisation internationale.
- Pour les co-candidats : être des personnes morales à but non lucratif ou lucratif (organismes publics ou privés). Les organisations à but lucratif ne peuvent poser leur candidature qu'en partenariat avec des entités publiques, des organisations privées à but non lucratif ou des organisations internationales.
- être formellement établi dans l'un des pays éligibles, c'est-à-dire
  - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
  - les pays non membres de l'UE :
    - les pays associés au programme CERV ou les pays qui sont en cours de négociation pour un accord d'association et où l'accord entre en vigueur avant la signature de la subvention ([liste des pays participants](#))

Autres conditions d'éligibilité :

- Les activités doivent avoir lieu dans l'un des pays éligibles.
- La subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 50 000 EUR.
- Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux.
- La demande doit impliquer **au moins deux demandeurs** (le demandeur principal et au moins un codemandeur, qui **ne doit pas être une entité affiliée ou un partenaire associé**).

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire dans le [registre des participants](#) - avant de soumettre la proposition - et devront être validés par le service central de validation (REA Validation). Pour la validation, il leur sera demandé de télécharger des documents attestant de leur statut juridique et de leur origine.

D'autres entités peuvent participer à d'autres rôles du consortium, tels que les partenaires associés, les sous-traitants, les tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

## Cas particuliers

**Personnes physiques** - Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, lorsque la société n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

**Organisations internationales** - Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne leur sont pas applicables.


**Entités sans personnalité juridique** - Les entités qui n'ont pas la personnalité juridique en vertu de leur droit national peuvent exceptionnellement participer, à condition que leurs représentants aient la capacité de prendre des engagements juridiques en leur nom et offrent des garanties pour la protection des intérêts financiers de l'UE équivalente à celle offerte par les personnes morales.

**Organismes de l'UE** - Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

**Associations et groupements d'intérêt** - Les entités composées de membres peuvent participer en tant que "bénéficiaires uniques" ou "bénéficiaires sans personnalité juridique". ⚠️ Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (soit en tant que bénéficiaires, soit en tant qu'entités affiliées, sinon leurs coûts ne seront PAS éligibles).

**Pays négociant actuellement des accords d'association** - Les bénéficiaires des pays dont les négociations pour la participation au programme sont en cours (*voir la liste des pays participants ci-dessus*) peuvent participer à l'appel et signer des subventions si les négociations sont conclues avant la signature de la subvention et si l'association couvre l'appel (c'est-à-dire qu'elle est rétroactive et couvre à la fois la partie du programme et l'année où l'appel a été lancé).

**Mesures restrictives de l'UE** - Des règles spéciales s'appliquent à certaines entités (*par exemple, les entités soumises à des [mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)*) et les entités couvertes par les lignes directrices de la Commission n° [2013/C 205/056](#). Ces entités ne sont pas éligibles pour participer à quelque titre que ce soit, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).

 Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

## Composition du consortium

Les propositions doivent être soumises par un consortium d'au moins deux candidats (le candidat principal ("coordinateur") et au moins un co-candidat, qui ne doit pas être une entité affiliée ou un partenaire associé).

## Activités éligibles

Les activités éligibles sont celles décrites à la section 2 ci-dessus.

Les projets doivent tenir compte des résultats des projets soutenus par d'autres programmes de financement de l'UE. Les complémentarités doivent être décrites dans les propositions de projet (partie B du formulaire de candidature).

Les projets doivent être conformes aux intérêts et priorités politiques de l'UE (tels que l'environnement, la politique sociale, la sécurité, la politique industrielle et commerciale, etc.) Le soutien financier à des tiers n'est pas autorisé.

### Situation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent porter sur des activités se déroulant dans les pays éligibles (voir ci-dessus). Le projet peut être national ou transnational.

### La durée

Les projets doivent normalement avoir une durée comprise entre 12 et 24 mois. Des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et font l'objet d'un amendement.

### Budget du projet

La subvention demandée ne peut être inférieure à 50 000 EUR.

Montant maximal de la subvention : Aucune limite

La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

### Éthique et valeurs de l'UE

Les projets doivent être conformes :

- Aux normes éthiques les plus élevées
- Aux valeurs de l'UE fondées sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et sur l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE
- Ainsi qu'aux autres lois européennes, internationales et nationales applicables (y compris le règlement général sur la protection des données [2016/679](#)).

Les projets doivent s'efforcer de promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination conformément à la [boîte à outils pour l'intégration de l'égalité des sexes](#). Les activités du projet doivent contribuer à l'autonomisation égale des femmes et des hommes dans toute leur diversité, en veillant à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits. Elles doivent également viser à réduire les niveaux de discrimination subis par des groupes particuliers (ainsi que par ceux qui risquent de faire l'objet de discriminations multiples) et à améliorer les résultats en matière d'égalité pour les individus. Les propositions doivent intégrer les considérations de genre et de non-discrimination dans les propositions et viser une représentation équilibrée des sexes dans les équipes et les activités du projet. Il est également important que les données individuelles collectées par les bénéficiaires soient ventilées par sexe ([données ventilées par sexe](#)), par handicap ou par âge, dans la mesure du possible.

Les candidats doivent démontrer dans leur dossier qu'ils respectent les principes éthiques et les valeurs de l'UE fondés sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Les participants à des activités impliquant des enfants doivent disposer d'une politique de protection de l'enfance, couvrant les quatre domaines décrits dans les normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe" (pour la version la plus récente, veuillez consulter le site web du programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs" ([europa.eu](#))). Cette politique doit être disponible en ligne et transparente pour toute personne en

contact avec l'organisation. Elle doit comprendre des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et inclure des vérifications des antécédents (« vetting »). Elle doit également prévoir des procédures et des règles claires à l'intention du personnel, y compris des règles de signalement, ainsi qu'une formation continue.

## 7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

### Capacité financière

Les candidats doivent disposer de ressources stables et suffisantes pour mener à bien le projet et apporter leur contribution. Les organisations participant à plusieurs projets doivent avoir une capacité suffisante pour mettre en œuvre tous ces projets.

Le contrôle de la capacité financière sera effectué sur la base des documents que vous devrez télécharger dans le registre des participants lors de la préparation de la subvention (par exemple, un rapport d'audit produit par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice financier clôturé, etc.) L'analyse sera basée sur des indicateurs financiers neutres, mais prendra également en compte d'autres aspects, tels que la dépendance à l'égard du financement de l'UE, le déficit et les recettes des années précédentes.


Le contrôle sera normalement effectué pour tous les coordinateurs, à l'exception de ceux qui suivent :

- les organismes publics (entités établies en tant qu'organismes publics en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales
- si le montant de la subvention demandée pour le projet ne dépasse pas 60 000 EUR.

Si nécessaire, il peut également être effectué pour les entités affiliées.

Si nous estimons que votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- plus d'informations
  - un régime de responsabilité financière renforcé, c'est-à-dire une responsabilité conjointe et solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*)
  - un préfinancement versé en plusieurs fois
  - (une ou plusieurs) garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*)
- ou
- Nous pouvons ne pas proposer de préfinancement ou, le cas échéant, rejeter l'ensemble de la proposition.

 Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière.](#)

### Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications** et des **ressources nécessaires** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Cette capacité sera évaluée conjointement avec le critère d'attribution "Qualité", sur la base des compétences et de l'expérience des demandeurs et de leurs équipes de projet, y

compris les ressources opérationnelles (humaines, techniques et autres) ou, exceptionnellement, les mesures proposées pour les obtenir d'ici le début de la mise en œuvre de la tâche.

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les demandeurs sont considérés comme ayant une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité en fournissant les informations suivantes :

- le profil général (qualifications et expériences) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet
- la description des participants au consortium
- la liste des projets antérieurs (projets clés des quatre dernières années ; modèle disponible dans la partie B). (N/A pour les organisations nouvellement créées).

Des pièces justificatives supplémentaires peuvent être demandées, si nécessaire, pour confirmer la capacité opérationnelle de tout demandeur.

Les organismes publics, les organisations des États membres et les organisations internationales sont exemptés du contrôle de la capacité opérationnelle.

### Exclusion

Les candidats qui font l'objet d'une **décision d'exclusion de l'UE** ou qui se trouvent dans l'une des situations suivantes - qui les empêchent de bénéficier d'un financement de l'UE, ne peuvent PAS participer :

- la faillite, la liquidation, les affaires administrées par les tribunaux, le concordat préventif, la suspension des activités commerciales ou d'autres procédures similaires (y compris les procédures concernant des personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- la violation des obligations en matière de sécurité sociale ou de fiscalité (y compris si elles sont le fait de personnes ayant une responsabilité illimitée à l'égard des dettes du demandeur)
- s'être rendu coupable d'une faute professionnelle grave (y compris si elle est commise par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- avoir commis des actes de fraude, de corruption, de liens avec une organisation criminelle, de blanchiment d'argent, de crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), de travail des enfants ou de traite des êtres humains (y compris si ces actes sont commis par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention).
- avoir fait preuve de manquements importants dans le respect des principales obligations découlant d'un marché public de l'UE, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expert ou d'un contrat similaire (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'attribution/à la mise en œuvre de la subvention).
- être coupable d'irrégularités au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement (CE) [n° 2988/95](#) (y compris si elles sont commises par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- avoir été créé sous une juridiction différente dans l'intention de contourner les

obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine ou avoir été créé une autre entité dans ce but (y compris si cela est fait par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont essentielles pour l'attribution/la mise en œuvre de la subvention).

Les candidats seront également rejetés s'il s'avère que :

- au cours de la procédure d'attribution, ils ont fait de fausses déclarations concernant les informations requises, ou n'ont pas fourni ces informations
- ils ont été précédemment impliqués dans la préparation de l'appel : cela entraîne une distorsion de la concurrence (conflit d'intérêts)

## 8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Les propositions devront suivre la **procédure standard de soumission et d'évaluation** (soumission en une étape + évaluation en une étape).


Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) évaluera toutes les demandes. Les propositions seront d'abord vérifiées au regard des exigences formelles (admissibilité et éligibilité, voir sections 5 et 6). Les propositions jugées recevables et éligibles seront évaluées au regard des critères de capacité opérationnelle et d'attribution (voir sections 7 et 9), puis classées en fonction de leur score.

Pour les propositions ayant le même score (au sein d'un thème ou d'une enveloppe budgétaire), un **ordre de priorité** sera déterminé selon l'approche suivante :

Successivement pour chaque groupe de propositions *ex aequo*, en commençant par le groupe ayant obtenu le score le plus élevé et en continuant par ordre décroissant :

- Les propositions *ex aequo* d'un même thème seront classées par ordre de priorité en fonction des notes qui leur ont été attribuées pour le critère d'attribution "Pertinence". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur leurs notes pour le critère "Qualité". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur les notes obtenues pour le critère "Impact".

Toutes les propositions seront informées du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat de l'évaluation**). Les propositions retenues seront invitées à préparer une subvention ; les autres seront placées sur la liste de réserve ou rejetées.

 Pas d'engagement de financement - L'invitation à préparer une subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité juridique, capacité financière, vérification des exclusions, etc.*

**La préparation de la subvention** implique un dialogue afin d'affiner les aspects techniques ou financiers du projet, et peut nécessiter des informations supplémentaires de votre part. Elle peut également inclure des ajustements à la proposition pour répondre aux recommandations du comité d'évaluation ou à d'autres préoccupations. La conformité sera une condition préalable à la signature de la subvention.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation a été entachée d'irrégularités, vous pouvez déposer une **plainte** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de résultat de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées et que les dates limites seront décomptées à partir de l'ouverture/de la consultation (voir également [les conditions générales du portail "Financement et appels d'offres"](#)). Veuillez également noter que pour les plaintes soumises par voie électronique, il peut y avoir des limitations de caractères.

#### 4. Critères d'attribution

Les critères d'attribution pour cet appel sont les suivants :

- 1. Pertinence :** mesure dans laquelle la proposition correspond aux priorités et aux objectifs de l'appel ; besoins clairement définis et évaluation solide des besoins ; groupe cible clairement défini, avec prise en compte appropriée de la perspective de genre ; contribution au contexte stratégique et législatif de l'UE ; contribution au programme de travail de l'UE ; contribution au programme de travail de l'UE ; contribution au programme de travail de l'UE.

Mise en œuvre des stratégies et politiques pertinentes de l'UE en matière d'égalité ; dimension européenne/transnationale ; impact/intérêt pour un certain nombre de pays (UE ou pays tiers éligibles) ; possibilité d'utiliser les résultats dans d'autres pays (potentiel de transfert de bonnes pratiques) ; potentiel de développement de la confiance mutuelle/de la coopération transfrontalière (40 points).

- 1. Qualité :** clarté et cohérence du projet ; liens logiques entre les problèmes identifiés, les besoins et les solutions proposées (concept de cadre logique) ; méthodologie de mise en œuvre du projet avec prise en compte appropriée de la dimension de genre (organisation du travail, calendrier, allocation des ressources et répartition des tâches entre les partenaires, risques et gestion des risques, suivi et évaluation) ; prise en compte des questions éthiques et des mesures/politiques visant à garantir le respect des valeurs de l'UE ; faisabilité du projet dans le cadre du calendrier proposé (40 points).

- 2. Impact :** ambition et impact à long terme attendu des résultats sur les groupes cibles/le grand public ; stratégie de diffusion appropriée pour assurer la durabilité et l'impact à long terme ; possibilité d'un effet multiplicateur positif ; durabilité des résultats après la fin du financement de l'UE (20 points).

Critères d'attribution	Note minimale requise	Note maximale
Pertinence	25	40
Qualité	s/o	40
Impact	s/o	20
<b>Notes globales minimales requises</b>	<b>70</b>	<b>100</b>

Maximum de points : 100 points.

Seuil individuel pour le critère "Pertinence" : 25/40 points.

Seuil global : 70 points.

Les propositions qui atteignent le seuil individuel pour le critère "Pertinence" ET le seuil global seront prises en considération pour un financement - dans les limites du budget disponible (c'est-à-dire jusqu'au plafond budgétaire). Les autres propositions seront rejetées.



## 2. Montage juridique et financier des conventions de subvention

Si vous réussissez l'évaluation, votre projet sera invité à préparer la subvention, où il vous sera demandé de préparer la convention de subvention avec le responsable de projet de l'UE.

La présente convention de subvention définit le cadre de votre subvention et ses conditions, en particulier en ce qui concerne les résultats attendus, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (et tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible sur le portail Documents de référence.

### Date de lancement et durée du projet

La date de lancement et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (fiche technique, point 1). Normalement, la date de lancement sera postérieure à la signature de la subvention et, au maximum, dans les 6 mois suivant la signature de la subvention. Une date de démarrage rétroactive peut être accordée à titre exceptionnel pour des raisons dûment justifiées, mais jamais avant la date de soumission de la proposition.

Durée du projet : voir section 6 ci-dessus.

### Étapes et résultats attendus

Les étapes et les résultats attendus pour chaque projet seront gérés par le système de gestion des subventions du portail Funding & Tenders et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

Les éléments suivants sont obligatoires pour tous les projets :

- Les livrables des Work Packages (« lots de travail ») doivent inclure une fiche de description de l'événement par événement ([le modèle de fiche de description de l'événement est disponible sur le portail « Funding & Tenders »](#)).

En outre, d'autres documents peuvent être attachés aux Work Packages, tels que des recommandations politiques, du matériel de formation, des conclusions d'événements, des publications, des analyses, du matériel audiovisuel et du matériel de diffusion.

L'étape suivante sera obligatoire pour tous les projets : Les bénéficiaires devront demander aux participants aux événements de participer à **l'enquête de l'UE sur la justice, les droits et les valeurs**. Cette enquête permet à l'autorité de subvention de suivre de près les événements de formation, d'apprentissage mutuel et de sensibilisation. Les bénéficiaires recevront un lien internet vers l'enquête, qu'ils devront transmettre aux participants. Ils auront accès aux résultats de l'enquête pour leur projet et pourront les utiliser pour l'évaluation de leur projet. L'autorité de subvention agrégera les résultats de tous les projets financés dans le cadre du programme CERV.

### Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention

Les paramètres de la subvention (*montant maximum de la subvention, taux de financement, coûts totaux éligibles, etc.*) sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, points 3 et 5*).

Budget du projet (montant maximal de la subvention) : voir section 6 ci-dessus.

La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

La subvention sera forfaitaire. Cela signifie qu'elle remboursera un montant fixe, basé sur

une somme forfaitaire ou un financement non lié aux coûts. Le montant sera fixé par l'autorité chargée de l'octroi sur la base des montants variables qu'elle a préfixés et des estimations indiquées par les bénéficiaires dans le budget de leur projet.

### Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

*Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2).*

*Catégories budgétaires pour cet appel :*

*- Contributions forfaitaires*

*- Le montant de la somme forfaitaire doit être calculé conformément à la méthodologie exposée dans la décision relative à la somme forfaitaire et à l'aide du tableau/calculateur budgétaire détaillé fourni.*

- Le calcul de la somme forfaitaire est basé sur deux paramètres : le *nombre de participants directs* et le *nombre de pays éligibles par événement*. Les événements peuvent avoir lieu sur place ou en ligne.
- Un événement est une ou une série d'activités (par exemple, des conférences, des ateliers, des formations, des séminaires, des débats, des webinaires, des expositions, des campagnes, des enquêtes, des recherches, etc.) qui n'ont pas nécessairement lieu le même jour et qui visent à rassembler des personnes (c'est-à-dire qu'elles impliquent une participation directe et vérifiable du ou des groupes cibles) pour discuter d'un thème défini à l'avance. Un événement vise à atteindre un résultat déterminé tel que défini dans le programme de travail de référence. Pour être éligible à un financement, le nombre total de participants directs à l'événement doit être conforme aux exigences minimales de participants/pays fixées dans la décision relative à la somme forfaitaire.
- Un événement correspond à un « Work Package » dans le formulaire de candidature.
- 1 Work Package = 1 événement = une ou plusieurs activités.
- Le double financement n'est pas autorisé. Par conséquent, les participants directs ne peuvent être comptabilisés qu'une seule fois pour l'ensemble de l'événement dans le cadre du même module de travail, même s'ils participent à plusieurs activités. En outre, les activités impliquant les mêmes participants directs mais appartenant à des modules de travail différents ne doivent en principe pas se chevaucher (c'est-à-dire se dérouler les mêmes jours ou des jours consécutifs). Dans ce cas, les mêmes participants directs ne doivent être comptabilisés qu'une seule fois dans le cadre d'un même module de travail.
- *Règles spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel : n/a.*

### Modalités de déclaration et de paiement


Les modalités de rapport et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (fiche technique, point 4 et articles 21 et 22).

Après la signature de la subvention, vous recevrez normalement un **préfinancement** afin de commencer à travailler sur le projet (montant de **60%** du montant maximum de la subvention ; exceptionnellement moins ou pas de préfinancement). Le préfinancement sera versé 30 jours après l'entrée en vigueur/la garantie financière (le cas échéant) - selon la date la plus tardive.

**Paiement du solde** : À la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la

subvention, nous vous demanderons (à votre coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront effectués au profit du coordinateur.

 Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes impayées envers l'UE (autorité de subvention ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir article 22*).

Veuillez également noter qu'il vous incombe de tenir un registre de tous les travaux effectués.

### Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4*). Le montant sera fixé lors de la préparation de la subvention et sera normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque/institution financière agréée établie dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays non membre de l'UE et que vous souhaitez fournir une garantie émanant d'une banque/institution financière de votre pays, veuillez nous contacter (cette garantie peut être acceptée à titre exceptionnel, si elle offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

Les garanties de préfinancement sont normalement demandées au coordinateur, pour le consortium. Elles doivent être fournies pendant la préparation de la subvention, en temps utile pour effectuer le préfinancement (copie scannée via le portail ET original par courrier).

En accord avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par la garantie d'un tiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions fixées dans la convention de subvention (*article 23*).

### Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, différents certificats peuvent vous être demandés. Les types, calendriers et seuils de chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et article 24*).

### Régime de responsabilité pour les recouvrements

Le régime de responsabilité pour les recouvrements sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4 et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des éléments suivants :

- La responsabilité conjointe et solidaire limitée avec des plafonds individuels - *chaque bénéficiaire jusqu'au*  
à leur montant maximal de subvention
- La responsabilité solidaire et inconditionnelle - *chaque bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant maximal de la subvention pour l'action*  
*ou*
- La responsabilité financière individuelle - *chaque bénéficiaire n'est responsable que de ses propres dettes.*

En outre, l'autorité chargée de l'octroi peut exiger la responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

### Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : voir le modèle de convention de subvention (*article 16 et annexe 5*):

- droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : voir le modèle de convention de subvention (*article 17 et annexe 5*) :

- des activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui

### Autres spécificités

s/o

### Non-conformité et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de rupture de contrat (et d'autres problèmes de non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA - Convention de subvention annotée](#).

## **3. Comment soumettre une demande**

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders. Les demandes sur papier ne sont PAS acceptées.

La soumission se fait **en deux étapes** :

### **a) créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation**

Pour utiliser le système de soumission (la seule façon de poser sa candidature), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous avez un compte EU Login, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification du participant (PIC) à 9 chiffres.

### **b) soumettre la proposition**

Accédez au système de soumission électronique via la page Thème dans la section [Search Funding & Tenders](#) (ou, pour les appels envoyés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation).

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :

- La partie A comprend des informations administratives sur les organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés) et le budget résumé de la proposition. Remplissez-la directement en ligne.
- La partie B (description de l'action) couvre le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le au format PDF.
- Partie C (KPI) contenant des données supplémentaires sur le projet. A remplir directement en ligne.
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les sous forme de fichier PDF (un seul ou plusieurs en fonction des créneaux). Le téléchargement de fichiers Excel est parfois possible, en fonction du type de fichier.

La proposition doit respecter le **nombre limite de pages** (*voir section 5*) ; les pages excédentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, faute de quoi la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel** (*voir section 4*). Après

cette date, le système est fermé et les propositions ne peuvent plus être soumises.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez un **e-mail de confirmation** (avec la date et l'heure de votre demande). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à une défaillance du système de soumission, vous devez immédiatement déposer une plainte via le [formulaire web du service d'assistance informatique](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si possible, des captures d'écran pour montrer ce qui s'est passé).

Les détails des processus et des procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Le manuel en ligne contient également des liens vers des FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

#### 4. Aide

Dans la mesure du possible, ***essayez de trouver vous-même les réponses à vos questions*** dans cette documentation et dans les autres documents (nous disposons de ressources limitées pour traiter les demandes directes) :

- a. [Manuel en ligne](#)
- b. FAQ sur la page du thème (pour les questions spécifiques aux appels ouverts ; ne s'applique pas aux actions sur invitation)
- c. [FAQ du portail](#) (pour les questions générales).

Veuillez également consulter régulièrement la page thématique, car nous l'utiliserons pour publier les mises à jour des appels.

#### Contact

Pour toute question individuelle sur le système de soumission par portail, veuillez contacter le [service d'assistance informatique](#).

Les questions non liées à l'informatique doivent être envoyées à l'adresse électronique suivante : [EACEA- CERV@ec.europa.eu](mailto:EACEA-CERV@ec.europa.eu) ou au point de contact national du CERV de votre pays (veuillez consulter le site web du [programme "Citoyens, égalité, droits et valeurs"](#)). Veuillez indiquer clairement la référence de l'appel et le sujet sur lequel porte votre question (*voir page de couverture*).

---

<sup>12</sup> Voir "Plaintes concernant l'échec de la soumission" dans le [manuel en ligne](#)



## 5. Important



### IMPORTANT

- **N'attendez pas le dernier moment** - Remplissez votre demande suffisamment à l'avance pour éviter tout **problème technique** de dernière minute. Les problèmes dus à des soumissions de dernière minute (*par exemple, encombrement, etc.*) sont entièrement à votre charge. Les délais des appels ne peuvent PAS être prolongés.
- **Consultez** régulièrement la page thématique du portail Funding & Tenders. Nous l'utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du sujet).
- **Système d'échange électronique du portail Funding & Tenders** - En soumettant la demande, tous les participants acceptent d'utiliser le système d'échange électronique conformément aux [conditions générales du portail](#).
- **Enregistrement** - Avant de soumettre la demande, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être enregistrés dans le [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour le formulaire de demande.

- **Rôles du consortium** - Lors de la création de votre consortium, vous devez penser aux organisations qui vous aident à atteindre vos objectifs et à résoudre vos problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les participants principaux doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature. Les **partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent supporter leurs propres coûts (ils ne deviendront pas des bénéficiaires officiels du financement de l'UE). La **sous-traitance** doit normalement représenter une part limitée et doit être effectuée par des tiers (et non par l'un des bénéficiaires/entités affiliées). La sous-traitance dépassant 30 % du total des coûts éligibles doit être justifiée dans la demande.

- **Coordinateur** - Dans les subventions multi-bénéficiaires, les bénéficiaires participent en tant que consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront choisir un coordinateur qui s'occupera de la gestion et de la coordination du projet et représentera le consortium auprès de l'autorité chargée de l'octroi de la subvention. Dans les subventions mono-bénéficiaire, le bénéficiaire unique sera automatiquement coordinateur.
- **Entités affiliées** - Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes des bénéficiaires). Elles recevront une partie de la subvention et devront donc se conformer à toutes les conditions de l'appel et être validées (tout comme les bénéficiaires) ; mais elles ne sont pas prises en compte dans les critères minimaux d'éligibilité pour la composition du consortium (s'il y en a).
- **Partenaires associés** - Les candidats peuvent participer avec des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action mais qui n'ont pas le droit d'obtenir une subvention). Ils participent sans financement et n'ont donc pas besoin d'être validés.
- **Accord de consortium** - Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes qui vous permettent de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous donne également la possibilité de redistribuer les fonds de la subvention conformément aux principes et paramètres internes à votre consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer les fonds de sa subvention à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet donc d'adapter la subvention de l'UE aux besoins de votre consortium et peut également vous protéger en cas de litiges.

- **Budget équilibré du projet** - Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré du projet et des autres ressources suffisantes pour mener à bien le projet (*par exemple, contributions propres, revenus générés par l'action, contributions financières de tiers, etc.*) Il peut vous être demandé de réduire vos coûts estimés s'ils ne sont pas éligibles (y compris s'ils sont excessifs).
- **Projets achevés/en cours** - Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà entamés seront évaluées au cas par cas (dans ce cas, aucun coût ne peut être remboursé pour des activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/de soumission de la proposition).
- **Règle de non profit** - Les subventions ne peuvent PAS donner lieu à un profit (c'est-à-dire l'excédent des recettes + la subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons ce point à la fin du projet.
- **Non-cumul des financements / non-double financement** - Il est strictement interdit de cumuler des financements provenant du budget de l'UE (sauf dans le cadre des "actions de synergie de l'UE"). En dehors de ces actions Synergies, une action donnée ne peut recevoir qu'UNE SEULE subvention du budget de l'UE et les éléments de coût ne peuvent en AUCUN cas être déclarés au titre de deux subventions de l'UE. Si vous souhaitez néanmoins bénéficier de différentes possibilités de financement de l'UE, les projets doivent être conçus comme des actions différentes, clairement délimitées et séparées pour chaque subvention (sans chevauchement).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** - La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible si le projet reste en dehors du programme de travail de la subvention de fonctionnement et si vous vous assurez que les éléments de coût sont clairement séparés dans votre comptabilité et qu'ils ne sont PAS déclarés deux fois (*voir [AGA - Convention de subvention annotée, art. 6.2.E](#)*).
- **Propositions multiples** - Les candidats peuvent soumettre plus d'une proposition pour des projets *différents* dans le cadre du même appel (et se voir attribuer un financement pour ces projets).  
Les organisations peuvent participer à plusieurs propositions.  
  
MAIS : s'il y a plusieurs propositions pour des projets *très similaires*, une seule demande sera acceptée et évaluée ; les demandeurs seront invités à retirer les autres (ou ils seront rejetés).
- **Nouvelle soumission** - Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.
- **Rejet** - En soumettant leur candidature, tous les demandeurs acceptent les conditions de l'appel énoncées dans le présent document (et dans les documents auxquels il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas toutes les conditions de l'appel seront **rejetées**. Ceci s'applique également aux candidats : Tous les candidats doivent remplir les critères ; si l'un d'entre eux ne les remplit pas, il doit être remplacé, faute de quoi la proposition entière sera rejetée.
- **Annulation** - Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce cas, vous en serez informé par un appel ou une mise à jour du sujet. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune compensation.
- **Langue** - Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (le résumé du projet doit cependant toujours être en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous conseillons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de la demande. Si vous avez besoin de la documentation de l'appel dans une autre langue officielle de l'UE, veuillez en faire la demande dans les 10 jours suivant la publication de l'appel (pour les informations de contact, *voir la section 12*).

- **Transparence - Conformément** à l'article 38 du [règlement financier de l'UE](#), des informations sur les subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).

Il s'agit notamment de

- noms des bénéficiaires
- adresses des bénéficiaires
- l'objet pour lequel la subvention a été accordée
- le montant maximal accordé

La publication peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation (sur demande motivée et dûment justifiée) s'il existe un risque que la divulgation compromette vos droits et libertés en vertu de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ou nuise à vos intérêts commerciaux.

- **Protection des données** - La soumission d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au cadre juridique applicable. Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, le cas échéant, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans la [déclaration de confidentialité du portail Funding & Tenders](#).